

FO & l'économie sociale n°5 - Hors série

Préservation de la Mutuelle des hospitaliers et des Hospices Civils de Lyon (HCL)

Depuis 1932, tous les personnels médicaux et non-médicaux des Hospices Civils de Lyon étaient obligatoirement couverts par la mutuelle des HCL, avec participation de l'établissement.

Sous l'impulsion de l'administration des HCL, l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) est intervenue.

S'appuyant sur le nouveau code de la mutualité, l'ACP a préconisé une révision des conditions d'adhésion et de cotisation, mettant cette mutuelle en difficulté.

Le syndicat FO des HCL mène actuellement une bagarre pour contraindre l'administration :

- à appliquer le statut et notamment l'article 44;
- à annuler les hausses de cotisations adoptées en 2011;
- à rétablir la non-imposition des cotisations à la Mutuelle.

Ces attaques et remises en cause d'acquis statutaires, issus de l'action syndicale, interviennent préalablement aux futures discussions sur la Protection Sociale Complémentaire. Indiquant que celles-ci débiteront sous les plus mauvais auspices.

La Fédération apporte son soutien total aux actions engagées par les syndicats de Lyon et Paris.

Face à ces prémices, la Fédération FO a toutes les raisons d'être inquiète.

D'autant que le la «prestation maladie», versée par le CGOS, pourrait bien s'inviter dans le débat. Cette prestation est destinée à compenser partiellement la perte de rémunération pour raison de maladie, au terme du droit statutaire à plein traitement.

Elle concerne plus de 45.000 agents hospitaliers, pour un montant de 63 millions d'euros (chiffres 2011).

C'est la deuxième prestation mutualisée du CGOS.

Certains interlocuteurs semblent considérer que cette prestation relève du champ de la prévoyance, tout en cherchant à la faire supporter par les mutuelles. Dans les faits, il s'agit de réduire les «charges» qui pèsent sur les établissements, au nom de la réduction des dépenses d'assurance maladie.

On mesure parfaitement l'enjeu des prochaines discussions avec la DGOS, avec en toile de fond, l'ouverture d'un «marché complémentaire» à la concurrence, c'est-à-dire aux opérateurs privés.

Tout ça, pour une participation des «employeurs publics» dérisoire, comme c'est le cas à l'Education Nationale, où l'aide se monte à 6 euros par an et par agent!

Pour FO, il convient avant tout de réaffirmer nos revendications:

- Application de l'article 44 sans assujettissement à la CSG et la CRDS;
- Préservation des acquis obtenus par les mutuelles professionnelles hospitalières (défiscalisation, participation de l'établissement).
- Maintien de la prestation maladie versée par le CGOS. La Fédération SPS FO prendra les initiatives nécessaires pour préserver les acquis statutaires, ainsi que les mutuelles professionnelles hospitalières.

L.D.



<http://fovinatier.free.fr/>

Activité syndicale du 04/04/2012